

Iter : oui mais à quel prix ?

Respectueux de l'environnement, offrant de l'énergie pour tous, le projet est louable. Mais aujourd'hui il est question du prix à payer pour le réaliser. Entre emplois, contrats et surcoûts, la balance affiche des millions

Après 14 heures d'opération, le toit du bâtiment d'assemblage a été monté il y a quelques jours. Certes les travaux spectaculaires du chantier Iter avancent mais où en est concrètement le projet? Qu'en est-il des retombées pour le territoire?

1,6 MILLIARD D'EUROS DE CONTRATS SIGNÉS

Qui dit projet inédit, dit signature de contrats et emplois. Et dans la réalité?

"L'Europe pèse 45% dans les investissements nécessaires à la machine. Les autres pays 9% chacun", précise François Gauché, directeur de la sûreté à l'organisation internationale Iter. "90% des contrats ont été signés. On doit s'occuper du reste!", sourit Thierry Queffelec, secrétaire général des affaires régionales.

Pour la construction et la fabrication des machines, 7 milliards d'euros de contrats ont été engagés à ce jour. Les entreprises françaises ont remporté 2,2 milliards de contrats. La région n'en a pas été dépourvue. De la PME aux grands groupes, les entreprises de Paca ont signé pour 1,6 milliard d'euros.

Des budgets qui impactent aussi l'emploi. Plus de 2 000 personnes travaillent chaque jour à Iter: 1 000 dans la construction, 400 sur les zones de travaux et 600 dans les bureaux d'ingénierie. Quant à l'organisation internationale d'Iter, elle emploie 640 personnes, autant de sous-traitants, experts et consultants.

"Tous ces gens vivent dans le coin et dépensent leur argent ici, c'est pas plus mal!", souligne Thierry Queffelec. Iter, c'est aussi 288 entreprises qui travaillent sur le site. Avec notre côté bleu-blanc-rouge, ce sont 84% d'entreprises françaises!" Dont 43 sont bas-alpines, 26 vauclusiennes et 150 bucco-rhodaniennes.

"On doit aussi compter les en-

treprises étrangères qui s'installent sur notre territoire", s'enthousiasme Jérôme Pamela, directeur d'Iter France. L'industriel coréen Kepco a choisi Aix pour sa première implantation européenne. Deux sociétés allemandes sont à Manosque et Pierrevert. L'Espagnole Endesa va s'installer à Manosque et recherche 160 soudeurs. "Les entreprises internationales n'emploient pas que des gens de leurs pays. Ces implantations représentent 400 emplois ici."

UN MILLION DE DÉPENSES QUOTIDIENNES

Emploi, formation, contrat. L'ombre au tableau serait donc le coût. Les retards successifs de mise en service pourraient mettre à mal ce projet mondial. L'ex-directeur général Osamu Motojima déclarait, lorsqu'il était encore à la tête d'Iter, que si les délais dépassaient 2025, le projet ne se ferait plus à cause des surcoûts.

Comme une épée de Damoclès, le calendrier a pourtant encore été repoussé. "La date annoncée de 2020 est intenable", estime François Gauché. "Effectivement, ce sont environ 200 millions d'euros de dépenses par an, soit un million par jour travaillé. Le but de Bernard Bigot, qui a été nommé en mars à la direction générale, est de stopper les décalages pour éviter une envolée des dépenses. Sa première mesure a été de réclamer l'autorité de pouvoir prendre les décisions à son niveau sans redemander pays par pays."

Initialement de 5 milliards d'euros en 2007, le budget du projet avait atteint les 16 milliards en 2013. Le conseil d'Iter programmé au 8 novembre prochain sera d'une importance cruciale. Si le calendrier qui sera défini n'est pas respecté à la lettre, le projet Iter pourrait en pâtir gravement.

Laure GARETA

L.Gareta@laprovence-presse.fr



CODE DU TRAVAIL

Depuis juillet 2011, les agents de l'Autorité de sûreté nucléaire ont réalisé, sur le chantier, 17 inspections, dont une inopinée et trois à l'étranger.

LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Souci majeur au début du chantier, aujourd'hui les craintes sont toujours latentes mais moins présentes. 9% de l'effectif travaillant sur le site de construction sont des travailleurs en situation de détachement. Soit 179 personnes en 2014.

→ Rappel: le détachement est un outil européen répondant à des besoins précis de travailleurs spécialisés afin d'aider un autre État membre confronté à un manque de main-d'œuvre. Le détachement est un système ancien qui

permet d'accompagner le développement économique. Sauf qu'aujourd'hui la fraude est exponentielle et permet à certaines entreprises d'employer des travailleurs étrangers payés une misère ou travaillant le double d'heures hebdomadaires, souvent sans protection sociale.

OÙ EN EST LE PROJET ?

Selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation mondiale d'énergie a augmenté de 50% depuis les années 70. Elle devrait croître de 60% d'ici 2030. "La réflexion d'une nouvelle énergie est donc importante. La fusion est inépuisable et sans rejet de CO2", explique François Gauché, directeur de la sûreté à l'organisation internationale Iter. "Aujourd'hui les machines ont déjà montré qu'on était capable de faire de la fusion de

deutérium." Quant aux travaux, les murs du premier étage du Tokamak sont prêts à être montés depuis le moulage de la dalle. Le haut de l'assemblage est en cours et les travaux de préparation de l'usine cryogénique et du système de refroidissement de la machine avancent également. Dans le monde, chaque partenaire fabrique des composants à l'instar de la Russie qui a déjà produit 120 tonnes de câble supraconducteur.

LES PARTENAIRES

Aujourd'hui, les sept membres d'Iter (Chine, Union européenne, Inde, Japon, Corée du Sud, Russie, USA) représentent 50% de la population mondiale et 85% du PIB de la planète.